

Faure Gnassingbé

Cartes sur table

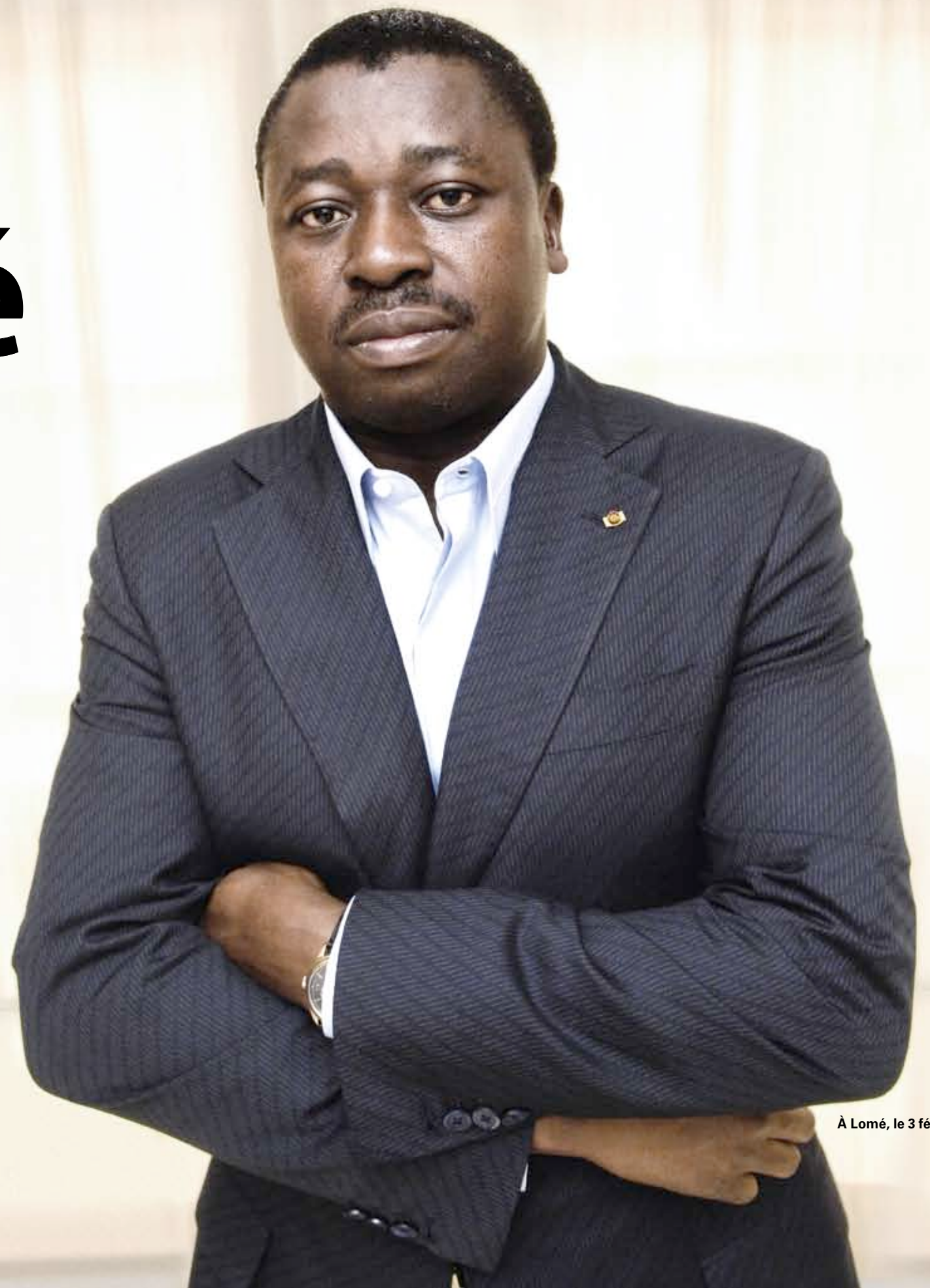
À l'approche de l'élection présidentielle togolaise du 28 février, le chef de l'État et candidat à sa propre succession parle pour la première fois des dossiers sensibles. Olympio, Yamgnane, ses relations avec son frère Kpatcha, Paris... le ton est mesuré mais ferme. En revanche, l'attaque contre la sélection nationale de football au Cabinda et l'attitude de la CAF le font sortir de ses gonds.

Propos recueillis à Lomé par **FRANÇOIS SOUDAN**

Journée ordinaire à Lomé, en ce mercredi 3 février, sous le soleil de plomb de la saison sèche. Rien n'indique ici qu'une élection présidentielle est prévue pour dans trois semaines : ni affiches, ni banderoles, ni tee-shirts, seulement le bourdonnement incessant des *zémidjans*, les motos-taxis, le long des artères encombrées de travaux. La veille, pourtant, la Cour constitutionnelle a rendu publique la liste des sept candidats au scrutin du 28 février. N'y figurent ni Gilchrist Olympio – ce qui était prévu et que nul ne conteste – ni, ce qui l'était beaucoup moins, Kofi Yamgnane. Mais si l'élimination de l'ancien secrétaire d'État, ex-député et ex-maire franco-togolais, revenu au pays après

quarante-cinq ans d'absence, pour un détail technique sur lequel les magistrats auraient sans doute pu, avec un peu de bonne volonté, se montrer plus conciliants, a soulevé une certaine émotion à Paris, il n'en est rien ou presque à Lomé, où l'opposition traditionnelle dissimule mal sa sourde satisfaction de voir cet empêqueur de contester en rond s'effacer de la scène contre son gré. Ici comme ailleurs, les perceptions locales ont souvent peu de choses à voir avec celles que pensent traduire les médias du Nord...

L'homme qui nous reçoit dans un salon de sa résidence privée, juste en face du palais désert de Lomé-2, où rôde encore le souvenir de son père, se veut donc serein. À 43 ans, Faure Gnassingbé, fils d'Eyadéma, remet en jeu un mandat obtenu ►►►



À Lomé, le 3 février.

►►► en 2005 dans des conditions que lui-même qualifie d'« épouvantables », et qui coûtèrent la vie à un demi-millier de ses compatriotes. Cette fois, ce célibataire timide et sportif, diplômé en gestion, dont le style politique et la sincérité démocratique se veulent en rupture totale avec ceux de son baobab de père – il a aboli la peine de mort, libéralisé les médias et supprimé la célébration du coup d'État du 13 janvier 1963 au cours duquel fut assassiné le président Sylvanus Olympio –, compte bien combler son déficit de légitimité et

remettre le Togo sur les rails du développement. Mais pour cela, il lui faudra auparavant l'emporter, face à des candidats incapables de s'entendre, dans le cadre d'une élection incontestable.

Peu porté sur la communication – « c'est mon principal défaut », admet-il –, Faure Essozimna Gnassingbé n'avait pas donné d'interview depuis plus de trois ans. C'était à *Jeune Afrique*, en décembre 2006. Et c'est avec *Jeune Afrique* qu'il rompt le silence. ■

« Lorsque je prends une décision, je ne me demande jamais ce que mon père aurait fait à ma place. »



VINCENT FOURNIER/J.A.

ont naturellement tendance à me comparer à mon père, dans un sens positif ou négatif. Moi, lorsque je prends une décision, je ne me demande jamais ce qu'il aurait fait à ma place. Pour le reste, avouez que la rupture est profonde.

L'élection présidentielle est prévue pour le 28 février, dans trois semaines. Un report est-il envisageable ?

Non. La liste électorale définitive sera publiée le 14 février et nous ferons tout pour que les délais constitutionnels soient tenus.

L'opposition continue de réclamer un scrutin à deux tours. Pourquoi ne lui avez-vous pas donné satisfaction ?

Ce n'est pas une revendication inacceptable, mais quand elle a été posée, à quelques mois de l'élection, il était trop tard pour modifier la Constitution en ce sens, tout en respectant les échéances. Et puis, dans le contexte togolais actuel, il est sans doute plus sage de s'en tenir à un seul tour : cela réduit la période de tensions et cela réduit aussi les coûts. Maintenant, je ne suis pas hostile à ce que nous ayons, ultérieurement, une réflexion sur ce sujet.

Craignez-vous des violences ?

Le Togo sera jugé sur sa capacité à transformer l'essai des élections législatives pacifiques d'octobre 2007. À cet égard, les leçons de la dernière élection présidentielle d'avril 2005 ont été retenues. Les quelque six mille hommes chargés de sécuriser les opérations de vote seront placés sous le commandement de la Commission électorale nationale indépendante, la Ceni, et ils ont tous reçu une formation au maintien démocratique de l'ordre.

La Ceni est-elle vraiment indépendante ?

Sa composition est directement issue de l'accord politique global de Ouagadougou conclu en août 2006. Elle est donc l'émanation consensuelle des partis représentés à l'Assemblée nationale.

Gilchrist Olympio, votre adversaire numéro un, a été éliminé de la course pour ne pas avoir pu se soumettre à la visite médicale obligatoire.

Il n'a pas été éliminé, il s'est éliminé pour des motifs de santé totalement indépendants de ma volonté.

Tout de même, on aurait pu s'arranger, non ?

Quand on veut crédibiliser les institutions, on ne s'arrange pas avec les textes de loi. Le Togo n'est pas un État où règne l'informel.

Il n'empêche : voilà un rival sérieux écarté. J'imagine que cela vous soulage.

Écoutez, j'ai fait ce que je devais faire, à savoir créer les conditions pour que M. Olympio puisse se présenter. Ce n'est pas ma faute s'il n'a pas fait sa part du chemin.

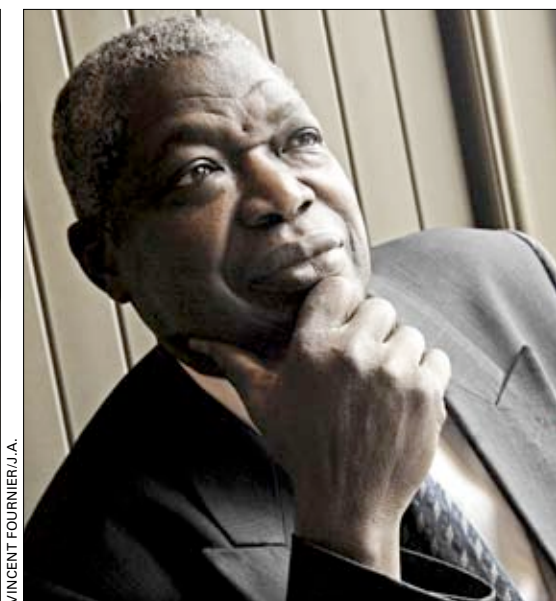
Et cela donne tort désormais à ceux qui décrivent la vie politique togolaise comme un affrontement perpétuel entre les Gnassingbé et les Olympio...

Si vous voulez. Quoique le sentiment selon lequel Gilchrist Olympio était la victime de persécutions de la part du pouvoir n'eût déjà plus de raison d'être. Et puis, ne vous inquiétez pas : il continuera à jouer un rôle dans la vie politique du pays.

Autre adversaire hors jeu : Kofi Yamgnane, pour des raisons de dates de naissance différentes entre ses papiers français et togolais. Un commentaire ?



NOËL TADEGNON/GALBÉ.COM



VINCENT FOURNIER/J.A.

Gilchrist Olympio et Kofi Yamgnane : les deux principaux adversaires dont la candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle.

La Cour constitutionnelle a fourni les explications techniques de cette non-qualification. Je n'ai rien à ajouter.

Même lorsque l'intéressé crie à l'injustice ?

C'est ce qu'il dit, effectivement. Je crois, moi, que la Cour a agi de bonne foi et que ses arguments sont solides. Lisez donc les attendus de sa décision avant de juger.

Pour Kofi Yamgnane, sa candidature a suscité chez vous un sentiment de panique. D'où son élimination.

Cela me fait sourire. Ce monsieur a parcouru le Togo en tous sens et en toute liberté. Il a donc pu se rendre compte qu'il n'y était guère connu, au point qu'il lui a fallu parfois décliner son identité devant des électeurs qui n'avaient jamais entendu parler de lui. Objectivement, ce n'était pas un candidat sérieux.

Il risquait de vous prendre des voix dans le Nord, chez les Bassaris.

Rien n'est moins sûr. Au-delà de ce que Kofi Yamgnane déclare aux médias français, il sait lui-même qu'il n'avait aucune chance de bien figurer.

Le considérez-vous comme togolais ?

Oui, parce qu'il est né au Togo. Mais il est beaucoup plus français que togolais. C'est en France qu'il a le plus longtemps

vécu, qu'il a mené la carrière que l'on sait avec une certaine réussite et qu'il est à la retraite.

Quelles étaient ses relations avec votre père ?

Bonnes. Il venait le voir souvent, ils étaient amis et le président Eyadéma l'a soutenu dans son parcours politique français. Moi-même, j'ai eu par le passé quelques contacts courtois avec lui, avant de mesurer toute la différence entre ce qu'il disait en privé et ce qu'il disait en public.

« Kofi Yamgnane a parcouru le Togo en tous sens et en toute liberté. Il a donc pu se rendre compte qu'il n'y était guère connu. Objectivement, ce n'était pas un candidat sérieux. »

Vous êtes, dit-il, « craché » et « vomi » par les Togolais, « pire » que votre père...

N'attendez pas de moi que je commente des insultes.

Selon Kofi Yamgnane, le président de la Cour constitutionnelle, Aboudou Assouma, aurait subi des pressions directes de la part des militaires pour invalider sa candidature.

C'est faux, inconcevable. Et c'est bien mal connaître le président de la Cour que de croire qu'il aurait pu être sensible à de telles pressions.

Redoutez-vous une candidature unique de l'opposition ?

Non.

La multiplicité des candidatures fait tout de même votre affaire.

Je ne fais rien, ni pour, ni contre ce phénomène.

Va-t-on à nouveau constater une fracture entre les deux Togo : le Nord majoritairement pour vous et le Sud à l'opposition, comme en 2005 et en 2007 ?

Je mets tout en œuvre pour réduire ce clivage. On peut vivre avec, bien sûr, comme le Bénin et le Ghana. Mais dans ces deux pays, les effets néfastes ont été atténués par le jeu des institutions

et la manière avec laquelle les acteurs évoluent dans le champ politique. Chez nous, je crois que la nouvelle génération s'oriente vers ce genre de comportement. Moi-même, de par mes filiations paternelle et maternelle, je n'ai pas ce type de problème. Je pense Togo en général, pas en particulier.

Qui est votre principal rival ?

J'ai le même respect pour tous, je ne distinguerai donc personne.

Jean-Pierre Fabre ne vous ménage pas...

C'est vrai. Mais on peut, je l'espère, faire de la politique autrement : se combattre sans s'invectiver. Je respecte Jean-Pierre Fabre.

JEUNE AFRIQUE : Il y a tout juste cinq ans, le 5 février 2005, votre père, Gnassingbé Eyadéma, décédait à bord de l'avion présidentiel. Son ombre flotte-t-elle toujours sur le Togo ?

FAURE GNASSINGBÉ : Je crois que oui, même si la classe politique, la façon de faire de la politique et la nature même du régime ont beaucoup changé. Son ombre flottera encore un bon moment tant il est vrai qu'en trente-huit ans de pouvoir il a façonné ce pays, ses hommes, son histoire, sa géographie et son économie. D'une manière ou d'une autre, qu'on le veuille ou non, nous sommes tous des enfants d'Eyadéma.

L'héritage, en ce qui vous concerne, n'est-il pas trop lourd à assumer ?

C'est l'affaire des commentateurs. Ils

Et Yawovi Agboyibo, qui fut votre Premier ministre?

Idem. D'autant qu'il fut un bon Premier ministre qui a eu, lors des législatives de 2007, un comportement de démocrate et de républicain. Les résultats l'ont déçu. Il les a acceptés.

Autre ex-Premier ministre candidat contre vous : Agbéyomé Kodjo. Lui n'hésite pas à dire que vous êtes « l'expression de la duplicité et de l'incompétence ».

Vous ne me ferez pas sortir de mes gonds. Je crois qu'il finira par me rejoindre sur la voie de la modération. Je veux gouverner avec tous les Togolais, y compris les amis d'Agbéyomé Kodjo.

Si vous êtes élu, tendrez-vous la main à vos opposants dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale?

Je l'ai déjà fait et je le referai. C'est dans la logique de ce qui précède.

Avec le même Premier ministre, Gilbert Houngbo?

Nous verrons. Une chose est sûre : il n'a pas démérité de ma confiance, loin de là.

Envisagez-vous de perdre?

Ce qui est prioritaire pour moi, c'est de réussir une élection crédible, honnête et transparente. Si je passe à la postérité pour cela, je serai satisfait. Le reste, c'est un peu la cerise sur le gâteau, la récompense de mes efforts.

Si la présidentielle du 28 février est ce que vous dites, ce sera une première dans l'histoire du Togo. Celle du 24 avril 2005, qui vous a porté au pouvoir, a été une tragédie...

Elle fut épouvantable. Les violences,

d'où qu'elles viennent, sont une calamité. Il appartiendra à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation de dire réellement ce qui s'est passé.

Cette commission, que vous avez créée, est chargée d'enquêter sur les crimes politiques commis au Togo entre 1958 et 2005. Y compris, donc,

« Qu'il s'agisse de mon frère ou de qui que ce soit, on ne s'en prend pas impunément aux institutions démocratiques. »

ceux qui ont été commis sous le règne de votre père...

Cela va de soi. Avant, pendant et après Eyadéma.

On a l'impression que le Rassemblement du peuple togolais (RPT), ancien parti unique, aujourd'hui majoritaire, vous sert et vous gêne à la fois. À tort?

La vérité est que je veux faire appel, pour être élu, à d'autres forces que le seul RPT. Non pas pour les substituer au RPT, mais pour le compléter. Je pense quelle part que le RPT et l'Union des forces de changement (UFC), le parti d'Olympio, font partie du problème togolais et que ces deux formations doivent évoluer pour faire partie de la solution. Le RPT a eu le courage de s'ouvrir en interne à un débat qui est difficile, parfois douloureux. Il doit aller jusqu'au bout.

Vous êtes en retard sur les objectifs économiques et sociaux que vous vous étiez fixés il y a cinq ans. En êtes-vous conscient?

J'en suis le premier conscient, mais ce constat ne sert à rien si on en ignore les causes. Pendant deux ans, jusqu'aux législatives de 2007, nous nous sommes

attelés à résoudre un préalable. Il fallait absolument assainir le climat politique, combler le déficit démocratique et réamorcer le dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Ces élections non contestées de 2007 ont débouché sur une reprise de la coopération avec les bailleurs de fonds, donc sur les prémices d'une relance économique. Celle-ci

n'était pas envisageable avant d'avoir réglé la question politique. Aujourd'hui, le Togo est redevenu crédible.

Les Togolais, eux, attendent encore les effets concrets de ce redémarrage.

Vous êtes trop schématique. Ce n'est pas le cas des investisseurs privés, qui ont vu leur dette remboursée par l'État, ni des parents d'élèves, qui bénéficient de la gratuité de l'école, ni des paysans, dont les engrais sont subventionnés. Mais c'est le cas, certes, des jeunes chômeurs urbains. C'est l'une de mes priorités.

L'armée togolaise est-elle devenue républicaine?

Sa réforme est en cours. Même aux yeux de l'opposition, cette armée ne constitue plus un problème.

Son recrutement s'est-il diversifié?

Oui. Il est, en tout cas, tout ce qu'il y a de plus démocratique et national. Reste le poids des cultures et des traditions : les ressortissants du Nord ont toujours été beaucoup plus attirés par le métier des armes que ceux du Sud, c'est une réalité.

D'autres réformes à mener?

Celle de la justice, bien sûr. En cours elle aussi, mais pas encore assez visible.

Le mandat d'un président togolais est bien court – cinq ans. Mais il est aussi renouvelable sans limitation. Ne faudrait-il pas inverser les choses : allonger la durée des mandats et en limiter le renouvellement?

Vous perdez de vue l'essentiel : des élections libres, transparentes et incontestables. Le problème de la durée et de la limitation se pose ensuite. Je constate simplement que le verrouillage constitu-



Le 11 janvier, les cercueils des deux victimes de l'attaque contre l'équipe togolaise de football au Cabinda arrivent à Lomé.

tionnel du nombre de mandats produit parfois un effet pervers. Les chefs d'État qui veulent faire sauter ce verrou sont forcés de déclencher des crises internes et parfois de passer en force. Nos pays se passent volontiers de ce genre d'épreuve.

Votre frère Kpatcha Gnassingbé est détenu depuis avril 2009 pour avoir fomenté un coup d'État contre vous. Quand sera-t-il jugé?

Cette affaire est entre les mains de la justice. À elle de se prononcer. Rien ne se fera en dehors du cadre judiciaire.

On a parlé il y a peu d'une tentative de règlement informel du « cas Kpatcha », dans un cadre familial. Apparemment, cela a échoué...

Il ne s'agit pas de cela. Nous voulons un État de droit. Contrairement à ce que l'on dit, il n'y a ici ni clan ni famille régnante. Je veux faire entrer le Togo dans la modernité démocratique. Il en va de la crédibilité des réformes que j'ai engagées. Qu'il s'agisse de mon frère ou de qui que ce soit, on ne s'en prend pas impunément aux institutions démocratiques.

Qu'est-ce qui n'allait pas entre vous et lui?

Disons que notre vision de l'évolution du pays n'était pas la même. La mienne est résolument tournée vers l'ouverture et la démocratie.

Kpatcha, c'est un peu l'ordre ancien, un soubresaut du passé...

Comprenez qu'il m'est difficile de parler de cela. Kpatcha reste mon frère.

Il n'est pas le seul membre de votre famille détenu dans le cadre de cette

Des informations alarmistes ont circulé récemment sur l'état de santé de votre frère. Il serait maltraité en détention...

Tout cela est faux. C'est de l'intoxication. Pour qui me prenez-vous?

Autre dossier sensible : l'attentat de Cabinda contre l'équipe togolaise de football et les relations du Togo avec la Confédération africaine de football (CAF). Son président, Issa Hayatou, vient d'exclure votre pays des deux prochaines éditions de la Coupe d'Afrique des nations. Votre réaction?

« Issa Hayatou fait fausse route. La victime, c'est le Togo, qui, dans cet attentat, a perdu deux de ses fils pour rien. J'en veux à la CAF, qui savait très bien qu'un risque existait. »

affaire. Comment avez-vous géré ce dilemme?

De façon professionnelle, mais non sans amertume. Je n'avais jamais pensé devoir en arriver là. L'exercice du pouvoir est parfois un déchirement.

Qui vous a averti de cette tentative de coup d'État?

Mes services de renseignements et des pays amis.

M. Hayatou fait fausse route. La victime, c'est le Togo, qui, dans cet attentat, a perdu deux de ses fils pour rien. Je n'en veux pas à l'Angola, mais à la CAF, qui savait très bien qu'un risque existait et que ce risque contrevenait à ses propres critères d'organisation. Et puis il y a eu le ton, inutilement provocateur, des déclarations de M. Hayatou, qui n'a même pas jugé utile d'envoyer une délégation aux obsèques des victimes. C'est moi, bien



Dans les jardins de la résidence privée du président, à Lomé.

sûr, qui ai pris la décision de rapatrier les joueurs après le drame. Décision politique, comme le prétend la CAF ? Décision raisonnable plutôt. Arguer de cela pour nous exclure est dérisoire et choquant. Je n'imaginais pas que M. Hayatou puisse se comporter ainsi.

« Hayatou doit dégager », dit votre joueur vedette Emmanuel Adebayor.

Une chose est sûre : nous nous battons pour inverser cette décision inique. Je suis heureux qu'à l'occasion de son dernier sommet à Addis l'Union africaine ait pris une résolution demandant à la CAF de reconsidérer sa position.

Où en sont vos relations avec la France ?

Elles sont bonnes. Le soutien de Paris nous est précieux auprès des bailleurs de fonds.

Nicolas Sarkozy avait qualifié de « mascarade » la présidentielle de 2005. C'est oublié ?

Le président français et moi n'en n'avons pas parlé lorsque nous nous sommes vus.

« La Francophonie de papa », comme disait la ministre Yade, c'est fini ?

Je m'inscris tout à fait dans cette logique. Ma relation avec Paris est décomplexée. Chacun défend ses intérêts.

Gilchrist Olympio et Kofi Yamgnane ont été reçus, ces dernières années, à l'Élysée ou au Quai d'Orsay. Cela vous gêne ?

Cela m'indiffère. Qu'ils soient reçus ou non n'a pratiquement aucun impact au Togo. Et je ne prends pas cela pour de l'ingérence.

Pourquoi avez-vous fait expulser, en novembre dernier, le premier secrétaire de l'Ambassade de France à Lomé, Éric Bosc ?

Ce monsieur n'est pas la France. Être chargé des relations avec les partis

politiques, dont ceux de l'opposition, est une chose normale. Sympathiser ouvertement avec tel ou tel en est une autre. J'ai considéré qu'il avait outrepassé ses fonctions. Le Togo n'est pas une République bananière.

Ali Bongo Ondimba, cet autre « fils de » devenu président, est-il de vos amis ?



VINCENT FOURNIER/J.A.

Pourquoi ?

C'est dans ma nature. Et puis j'attendais d'avoir prouvé suffisamment de choses pour faire mon « outing » en ce domaine.

Les Togolais étaient habitués à l'omniprésence médiatique de votre père. Le changement de style est brutal.

Ne pensez-vous pas que les Togolais

en avaient un peu assez de regarder chaque soir à la télévision le défilé des audiences présidentielles ? Le sevrage est peut-être allé un peu trop loin dans le sens inverse, mais il fallait changer, voir de nouveaux visages, tenir compte des mutations du pays. Cela dit, je compte être un peu plus présent désormais. Je voyage moins qu'avant, par exemple. Rassurez-vous, il y a bien un pilote dans l'avion Togo.

Les Togolais n'ont toujours pas de première dame. C'est une anomalie.

Sans doute.

C'est une situation définitive ?

Non, je ne le pense pas.

Vous avez toujours la Bible à portée de main. C'est important, le spirituel ?

C'est essentiel depuis toujours.

Votre mère est catholique, votre père était protestant. Quelle est votre religion ?

Je suis chrétien.

Mais encore ?

Cela ne regarde que moi.

Si vous aviez à convaincre un électeur de voter pour vous le 28 février, que lui diriez-vous ?

Votez pour moi, car le Togo a besoin d'être rassemblé pour pouvoir se reconstruire. Je n'entends personne, parmi les autres candidats, tenir un tel discours. Pourtant, c'est le seul qui vaille. ■

« Ma relation avec la France est décomplexée. Chacun défend ses intérêts. »

Oui, nous nous connaissons et nous nous respectons. Je trouve que ses premiers pas en tant que chef de l'État sont remarquables. Il faut dire qu'il a été bien préparé.

Travaillez-vous toujours autant par SMS avec vos collaborateurs ?

Moins qu'avant.

Internet ?

Je m'en sers avec prudence.

Votre principale qualité ?

L'humilité.

Principal défaut ?

Je ne communique pas assez. Tout le monde me le dit.

À l'Élysée avec Nicolas Sarkozy, le 20 novembre 2008.